

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A - Cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 17 Juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALDEFIS

LA LOGE

La Loge

85170 LE POIRE SUR VIE

Références : D24.0207
Code AIOT : 0100030273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement VALDEFIS implanté La Loge 85170 LE POIRE SUR VIE. L'inspection a été annoncée le 23/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société VALDEFIS exploite une installation de stockage de bois relevant de la rubrique 1532-2-b de la nomenclature des installations classées sur son site de la Loge 85170 Le Poiré-sur-Vie. Cette activité a été contrôlée par l'inspection de l'environnement pour examiner le respect des prescriptions de prévention des accidents (incendies) qui font l'objet d'une action régionale de l'inspection des installations classées des Pays de la Loire au printemps 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALDEFIS
- La Loge 85170 LE POIRE SUR VIE
- Code AIOT : 0100030273
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALDEFIS, située à La Loge sur la commune du Poiré sur Vie (85170) dispose d'une preuve de dépôt d'un dossier de déclaration, déposé le 18 mars 2023, pour les rubriques, activités et quantités déclarées suivantes :

- 1532-2b, soumise à déclaration, pour un stockage de 18 000 m³ de bois ;
- 2791-2, soumise à déclaration contrôlée, pour une installation de traitement de déchet, à hauteur de 4 tonnes par jour.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative - rubrique 1532-2-b	Code de l'environnement du 25/04/2024, article L511-2 et R511-9	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - 2.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - 2.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - 4.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle réalisé dans le cadre de l'action régionale sur la prévention des accidents menée par la DREAL Pays de la Loire au printemps 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'installation de stockage de bois montre plusieurs non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra mettre des actions correctives en place, afin de mieux prévenir les risques d'incendie.

Par ailleurs l'inspection des installations classées a constaté l'exercice d'une activité de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de bois pour laquelle l'exploitant ne dispose pas de l'enregistrement requis. Elle a également constaté que le site effectuait du broyage de diverses sortes de déchets de bois, avec une capacité journalière relevant de l'autorisation (supérieure à 10t/j), sans toutefois observer le fonctionnement d'un broyeur le jour du contrôle.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure VALDEFIS de régulariser la situation administrative de son site au titre de la législation des installations classées. Il serait utile, pour ce faire, que l'exploitant se rapproche d'un bureau d'études compétent en installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - rubrique 1532-2-b

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/04/2024, article L511-2 et R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre de la rubrique 1532-2-b
Prescription contrôlée : Déclaration du 18/03/11/2023 sous la rubrique 1532-2b pour 18 000 m ³ de bois et de matériaux analogues Art. L511-2 : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. Annexe à l'article R511-9 pour la rubrique 1532-2-b Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³

Constats :

Sur le site sont entreposés plusieurs types de bois, et de déchets de bois :

- sous auvent : environ 7000 m³ de bois forestiers, de bois d'agroforesterie et de bois d'élagages (photo 1 de la planche photo en annexe) ;

- en extérieur jusqu'à : 5000 m³ de déchets de bois d'emballages (photo 2 de la planche photo en annexe) ; 3000 m³ de souches de bois provenant de chantiers d'aménagements (photo 3 et 4 de la planche photo en annexe) ; 100 m³ de déchets verts (photo 5 de la planche photo en annexe).

La répartition des différentes catégories de bois et déchets de bois figure sur le plan d'organisation du site (photo 6 de la planche photo en annexe).

L'exploitant dispose d'une preuve de dépôt de dossier de déclaration, transmis en date du 18/03/2023 pour une installation de stockage de bois ou de matériaux analogues sous la rubrique 1532-2-b, d'une capacité de 18 000 m³ – ICPE D et une installation de traitement de déchets non dangereux sous la rubrique 2791-2, d'une capacité de 4 t/j – ICPE DC.

Si la quantité de matières stockées le jour du contrôle est bien inférieure à 18 000 m³, la réglementation ne permet pas d'assimiler les 8 100 m³ de déchets de bois d'emballages, de souches de bois provenant de chantiers d'aménagement et de déchets verts présents sur le site à du bois ou des matériaux analogues. Au sens du code de l'environnement, ces déchets de bois ne sont pas visés par la rubrique 1532 mais relèvent de la rubrique 2714 (déchets de bois) ; pour cette quantité de 8 100 m³ de déchet de bois, l'activité est soumise à enregistrement. Or l'exploitant ne dispose pas de l'arrêté d'enregistrement correspondant. Ce constat constitue une non-conformité.

Entre outre, l'exploitant indique broyer régulièrement ces bois et déchets de bois, avec une capacité du broyeur de 200 tonnes par jour. Cette activité relève de la rubrique 2791, pour laquelle l'exploitant dispose d'un récépissé de déclaration pour une activité de broyage de 4 tonnes / jour. Compte tenu de la capacité journalière maximale du broyeur (200 tonnes/jour) qui est à prendre en compte au titre de la rubrique 2791, le défaut d'autorisation pour cette rubrique constitue une non-conformité. Cette activité de broyage n'ayant pas été constatée au cours du contrôle, il n'y avait pas de broyeur en activité, elle ne donne pas lieu à des suites administratives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser la situation administrative des installations exploitées, notamment en déposant, au plus tard sous six mois, le dossier d'enregistrement requis pour le transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de bois (rubrique 2714) ou le dossier d'autorisation correspondant à la capacité de broyage de déchets maximale mise en œuvre (rubrique 2791).

Cette non-conformité fait l'objet d'une mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'activité de stockage de déchets de bois qui a été constatée lors du contrôle.

L'activité de broyage à une capacité de 200 tonnes/jour (t/j) n'ayant pas été constatée au cours du contrôle, car il n'y avait pas de broyeur en activité, ne donne pas lieu à des suites administratives. L'exploitant devra néanmoins prévoir de régulariser ce broyage en déposant un dossier d'autorisation, si il entend la maintenir à cette capacité, supérieure à 10 t/j. Dans ce cas, l'activité de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de bois (rubrique 2714) ne fera pas l'objet d'une régularisation par enregistrement car elle sera traitée dans le dossier d'autorisation au titre de la connexité avec l'installation de traitement de déchets.

A défaut d'autorisation en bonne et due forme, en cas de constat de flagrance de l'activité de broyage de déchets pour une capacité de 200 t/j, l'exploitant s'expose à des suites administratives et pénales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - 2.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu

Prescription contrôlée :

Si le bâtiment couvert abritant le stockage est situé à moins de 8 mètres de constructions

occupées par des tiers, les éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :

- parois REI 120 ; - couverture BROOF (t3) ou plancher haut REI 60 ; - portes EI 30.

Si le stockage est en plein air, sa hauteur ne doit pas dépasser 6 mètres. Le stockage doit être à au moins 6 mètres des limites de l'établissement, de manière à permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie.

Constats :

Le bâtiment couvert abritant le stockage est un auvent ouvert sur une face en longueur. Cet auvent est situé à plus de 8 mètres des constructions occupées par des tiers.

La hauteur des stocks ne dépasse pas 6 mètres .

Certains stockages sont situés à moins de 6 mètres des limites de l'établissement, ce qui ne permet pas le passage des engins de lutte contre l'incendie. Le non respect de ce dernier point constitue une non conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant modifie l'organisation de son stockage pour éloigner tous les stockages extérieurs de plus 6 mètres des limites de propriété, au plus tard sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - 2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

a) Pour toutes les installations :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures.

À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.

Constats :

L'exploitant dispose d'extincteurs répartis dans les locaux (5 sur 7) et en extérieur (2 sur 7). Leur répartition est indiquée sur le plan incendie à l'entrée des bureaux.

Des poteaux incendie sont implantés à l'extérieur du site à environ 300m. L'exploitant ne dispose pas d'autres réserves incendie, mais indique pouvoir mettre en place rapidement une convention avec le site Methavie situé à proximité qui dispose d'une réserve suffisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier qu'il dispose de l'accès à une réserve d'eau d'au moins 120m³ au plus tard sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosibles » ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Des consignes d'alerte en cas d'incendie sont définies et affichées dans la zone "personnel".</p> <p>Néanmoins ces consignes ne répondent à l'ensemble des attendus de l'article contrôlé : notamment, elles ne comprennent pas l'interdiction de tout brûlage à l'air libre, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie », les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, ni l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour les consignes de sécurité de son site au plus tard sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE : Planche photographique

Photo 1 : Stockage de bois



Photo 2 : Stockage de déchets de bois d'emballage



Photo 3 : Stockage de déchets de bois de chantier (souches)



Photo 4 : Stockage de déchets de bois de chantier (détail)



Photo 5 : Stockage de déchets verts



Photo 6 : plan de l'installation

